

CCFD-TERRE SOLIDAIRE JUSTICE FISCALE

COMPLÉMENT D'INFORMATION AU FILM "LA (TRÈS) GRANDE ÉVASION"

Le CCFD-Terre Solidaire est mobilisé pour la justice fiscale,
et lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Le problème de la fraude et de l'évasion fiscales

L'impôt :

- est la source la plus sûre et la plus durable de financement pour un État ;
- garantit une redevabilité entre citoyen-ne-s et gouvernement

Mais la fraude et l'évasion fiscales sont fortement ancrées dans l'économie mondiale.

Quand les multinationales et les individus les plus riches s'organisent pour échapper à l'impôt, les États sont privés de ressources cruciales pour financer les services publics, nécessaires pour la réalisation des droits humains, la lutte contre les dérèglements climatiques et la réduction des inégalités.

Des centaines de milliards d'euros échappent ainsi chaque année aux États du monde entier, notamment aux pays du Sud, qui font face à des besoins immenses.

Cela participe en plus à rendre les systèmes d'imposition plus injustes, avec un report de l'impôt sur les citoyen-ne-s qui ne vont pas cacher leur argent dans les paradis fiscaux.

Les personnes les plus pauvres paient souvent davantage d'impôts en proportion de leurs revenus, en particulier les femmes.

Les Etats entrent dans une logique de concurrence, dans l'idée d'attirer les entreprises et capitaux étrangers : cela entraîne une course vers le bas, avec la réduction de taux d'imposition et la multiplication de niches fiscales, qui génèrent aussi d'importants manques à gagner pour les Etats.

Les pratiques d'évitement de l'impôt sapent ainsi les fondements de nos systèmes démocratiques et politiques, et minent la solidarité nationale.

Le CCFD-Terre Solidaire défend une véritable justice fiscale. Il faut que les plus riches, et les entreprises multinationales payent leur juste part d'impôt, là où ont vraiment lieu les activités !

L'ÉVASION FISCALE, QUELQUES CHIFFRES

- Environ 36% des profits des multinationales sont déclarés dans les paradis fiscaux, alors que les activités réelles sont réalisées ailleurs*(Singapour, l'Irlande et la Suisse en tête). Le phénomène est relativement stable ces dernières années, malgré les réformes internationales.
- L'évasion fiscale des multinationales coûterait environ 500 milliards de dollars chaque année aux Etats dans le monde.
- Si les montants perdus sont plus élevés pour les pays riches, les pays en développement sont davantage affectés en proportion de leurs revenus. Les pays à faible revenu perdent en effet presque 2x plus que les pays à revenu élevé, en proportion de leurs recettes**.
- Les pays africains perdent près de 90 milliards d'euros chaque année du fait des flux financiers illicites.***
- Les paradis fiscaux ne sont pas que des îles paradisiaques ! La quasi-totalité (98 %) des pertes fiscales internationales est facilitée par des pays à revenu élevé : Royaume-Uni et son réseau de territoires d'outre-mer et de dépendances (Jersey...), Pays-Bas, Suisse et Luxembourg**

*Source: *Gabriel Zucman et al*

**Source: *Tax Justice Network*

*** Source: *Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement*.

Les pays en développement sont encore plus perdants que les pays riches, en proportion de leurs revenus.

Les règles fiscales internationales sont en leur défaveur et les récentes réformes bénéficient essentiellement aux pays riches.



L'ACTION DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Le CCFD-Terre Solidaire est mobilisé depuis près de 15 ans sur la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. Il s'agit de permettre aux États du Sud de mobiliser leurs ressources, de financer leur propre trajectoire de développement et leurs politiques publiques en toute autonomie.

PLAIDOYER

Le CCFD-Terre Solidaire mène un plaidoyer auprès des institutions françaises, européennes et internationales pour la mise en œuvre de législations ambitieuses contre l'évasion fiscale, la mise en place d'un système international juste et transparent.

MOBILISATION CITOYENNE

Le réseau de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé pour informer et sensibiliser à plusieurs reprises sur le sujet :

- En 2011 avec la campagne "Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux"
- Au sein du réseau plaidoyer local pour interpeller les élu-e-s (transparence fiscale)...

Actions en collectif :

Le CCFD-Terre Solidaire coordonne la **Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires**, qui rassemble les ONG et syndicats français mobilisés contre la fraude et l'évasion fiscale.

Le CCFD-Terre Solidaire est membre de l'**Alliance Globale pour la Justice Fiscale (GATJ)** - Global Alliance for Tax Justice), mouvement de la société civile qui rassemble toutes les ONG mobilisées au Nord et au Sud.



PARTENARIAT INTERNATIONAL

Des partenaires du CCFD-Terre Solidaire sont également engagés sur ce sujet. Citons :

Latindadd : réseau en Amérique latine qui lutte pour la justice fiscale, la taxation des grandes fortunes et contre l'évasion fiscale.

Centre for Financial Accountability : centre de plaidoyer en Inde qui a pour but de rendre les systèmes politiques et financiers nationaux et internationaux plus transparents, responsables et redevables.

POUR MIEUX COMPRENDRE :

LA MAGIE DES MULTINATIONALES

> Jersey, 120 km², climat anglo-normand, est le premier exportateur de bananes vers l'Europe.

LES GRANDS BÉNÉFICIAIRES DU SYSTÈME

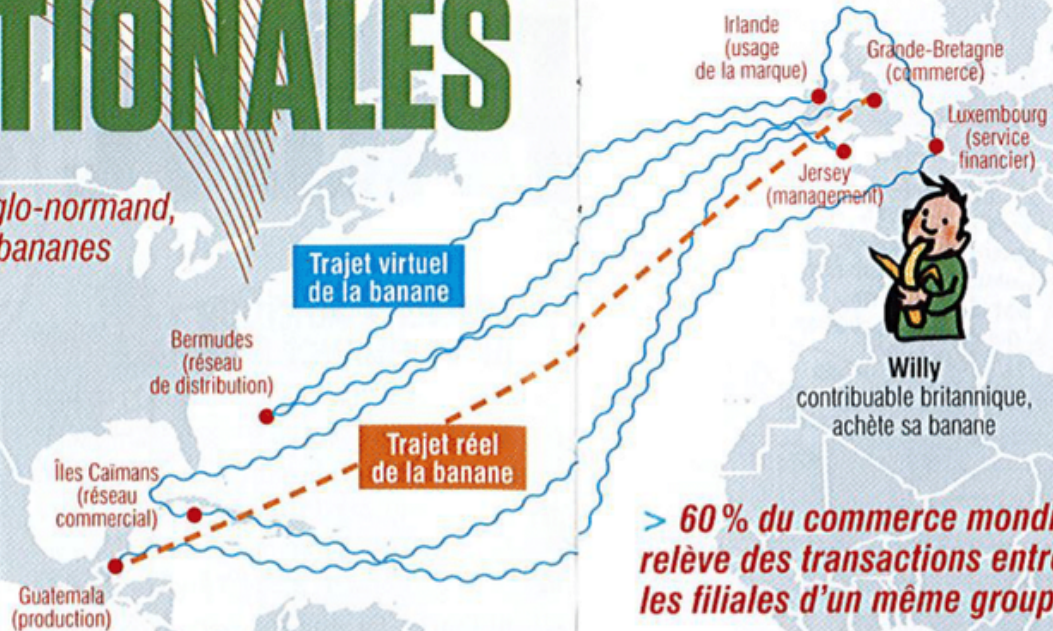
Les premiers utilisateurs des paradis fiscaux sont les entreprises multinationales qui évadent leurs bénéfices et capitaux : elles génèrent plus de 60 % des richesses concentrées dans ces territoires. Comment ? Les maisons mères des multinationales multiplient leurs filiales dans les paradis fiscaux, puis elles manipulent leur comptabilité pour faire artificiellement apparaître les profits dans ces filiales non imposées. Les richesses peuvent donc ne pas être enregistrées là où elles sont véritablement créées ! En s'enrichissant de la sorte, les multinationales opèrent une véritable déconnexion des activités financières de l'économie réelle : elles deviennent elles-mêmes source d'opacité.



Diego paysan guatémaltèque, vend sa banane



Bill dirigeant de multinationale, échappe à l'impôt



Willy contribuable britannique, achète sa banane

> 60 % du commerce mondial relève des transactions entre les filiales d'un même groupe.

Et la banane a VRAIMENT fait tout ce voyage ?

En réalité, non ! Mais dans ma comptabilité, ça oui !

Source : Livret "Tax Toy", issu de la campagne "Aidons l'argent" 2011

AVANCÉES ET DEMANDES

Le CCFD-Terre Solidaire se mobilise pour défendre des mesures efficaces, de la transparence à la réforme du système fiscal international. Malgré quelques avancées notables, le progrès reste timide et bénéficie essentiellement aux pays riches.

Fraude fiscale des individus : la transparence pour lutter contre les montages

Pandora Papers, Open Lux, Panama Papers... Les révélations se succèdent et montrent comment des individus fortunés, des criminels, des personnalités politiques et même des chefs d'État dissimulent revenus, activités, pots de vin et argent public détourné dans des sociétés opaques localisées dans les paradis fiscaux.

Avec l'aide d'intermédiaires financiers (banques, cabinets de conseil, avocats...), ces circuits leur permettent d'échapper à l'impôt, de blanchir des fonds issus du crime ou de la fraude et d'investir anonymement dans l'économie.

Des progrès ont été faits pour s'attaquer au secret bancaire, mais avant tout au bénéfice des pays développés.

Un problème majeur reste la multiplication des sociétés-écrans dans les paradis fiscaux, qui permettent la dissimulation de l'identité du propriétaire réel des activités ou des fonds.

La transparence doit permettre de mettre un terme à cette opacité : il s'agit de créer des registres publics et complets des véritables propriétaires des sociétés, et des trusts (structures particulièrement opaques).

L'Union européenne a progressé ces dernières années avec la création de registres publics des sociétés, mais qu'il faut rendre opérants et réellement accessibles. Des registres publics des trusts doivent aussi être créés, puisque ces structures sont au cœur des montages d'évasion fiscale.

Société-écran

Entreprise créée afin de dissimuler l'identité réelle du bénéficiaire, généralement localisée dans un paradis fiscal. But de création : évasion fiscale, blanchiment d'argent

L'Union européenne doit créer des registres publics, complets et accessibles, des véritables propriétaires des sociétés et des trusts.

Transparence des multinationales : savoir combien d'impôts payent les entreprises

L'opacité du système fiscal est un problème majeur : malgré tous les scandales, on ne sait toujours pas combien d'impôts les multinationales payent, et si ces impôts correspondent à leurs activités réelles !

Les ONG défendent une mesure de transparence simple, le "reporting pays-par-pays public". Il s'agit d'obliger les multinationales à publier des informations sur les impôts payés et leurs activités, dans tous les pays où elles opèrent (chiffre d'affaires, bénéficiaires, nombre d'employés, etc.)

Objectifs :

- rendre visibles les pratiques d'évasion fiscale
- avoir un effet dissuasif sur les entreprises
- permettre des décisions publiques éclairées

D'abord instaurée par une loi française, cette mesure existe désormais pour les banques européennes.

Après des années de plaidoyer des ONG, l'Union européenne a adopté une directive sur le « reporting pays par pays public » en 2021.

Malheureusement, la mesure adoptée est dénaturée.

Les entreprises devront publier ces informations seulement pour les pays de l'UE et quelques paradis fiscaux inscrits sur une liste lacunaire.

Sans une visibilité complète des activités, impossible de déceler tous les montages d'évasion fiscale.

Il faut mettre en place une réelle transparence des multinationales, et les obliger à publier des informations sur l'ensemble de leurs activités et les impôts qu'elles payent. L'UE doit réviser sa directive au plus vite !

Révision du système fiscal : pour un système d'imposition juste et efficace des multinationales

Le système d'imposition des entreprises multinationales date du début du XXe siècle, il est complètement dépassé.

Il permet aux multinationales de transférer artificiellement leurs bénéfices d'une filiale à une autre, jusque dans les paradis fiscaux, pour échapper à l'impôt.

La libéralisation des mouvements de capitaux et la transformation numérique de l'économie ont exacerbé les failles qu'utilisent les multinationales pour faire de l'évasion fiscale à grande échelle. Cela affaiblit le lien avec l'activité économique réelle.

Le système fiscal avantage les pays développés, via les conventions fiscales, au détriment des pays du Sud qui se mobilisent pour un rééquilibrage des "droits à taxer".

La révision du système fiscal international a commencé à être abordée au G20 en 2009. Depuis, plusieurs temps de négociation ont eu lieu à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En 2021 un accord a été trouvé, incluant :

- la mise en place d'un taux minimum d'imposition à 15% pour les multinationales
- la répartition d'une fraction des bénéfices d'une centaine de multinationales vers les pays de marché (là où les biens et services sont vendus et consommés)

Cette réforme amorce des changements sur l'imposition des multinationales, mais reste très limitée, et très injuste pour les pays du Sud.

Le statut quo reste en place pour la majeure partie des profits des multinationales, qui vont continuer leurs pratiques d'évasion fiscale.

Le taux minimum instauré à 15% est trop bas pour prévenir les transferts de bénéfices vers des pays à fiscalité plus faible, et risque d'entraîner une course à la baisse des taux, vers le minimum.

Ce sont les pays qui abritent les sièges des multinationales qui vont récupérer les recettes, donc les pays les plus riches, au détriment des pays où ont lieu les activités réelles, notamment les pays du Sud.

Ainsi, cette réforme va renforcer les inégalités du système fiscal et donc les inégalités mondiales. Les propositions des pays en développement n'ont pas été considérées.

Il faut aller plus loin, et créer un système fiscal qui permette de taxer les multinationales là où elles ont réellement réalisé leurs activités, et à un niveau suffisant.

Les pays du Sud se mobilisent depuis longtemps pour la création d'un cadre de négociations universel à l'ONU, où leurs intérêts seront mieux défendus et où la transparence des négociations permettrait une vraie redevabilité.

Fin 2022, une résolution proposée par le groupe des États africains a été adoptée à l'ONU. Cela ouvre la voie à une Convention sur la fiscalité, si les pays de l'OCDE cessent d'y faire obstacle.

Pour mettre un terme à l'évasion fiscale :

- Mettre en place une « taxation unitaire » des multinationales et un taux d'imposition effectif à 25%.
- Soutenir la création d'un organisme intergouvernemental sur les questions fiscales à l'ONU et une Convention sur la fiscalité

POUR ALLER PLUS LOIN

Campagne Agissons pour la Justice fiscale CCFD-Terre Solidaire : <https://ccfd-terresolidaire.org/campagne/aidons-largent-a-quitter-les-paradis-fiscaux/>

Pour mieux comprendre la réforme sur la fiscalité des multinationales :

"7 mythes autour de la taxation des multinationales" : <https://ccfd-terresolidaire.org/evasion-fiscale-7-mythes-sur-laccord-sur-la-taxation-des-multinationales/>

Communiqué de presse au moment de l'adoption d'une directive européenne sur cette réforme : <https://ccfd-terresolidaire.org/reactive-adoption-de-la-directive-taux-minimum-dimposition/>

Pour aller plus loin sur la transparence des multinationales :

Transparence fiscale des multinationales : accord sur une mesure européenne inefficace, communiqué de presse du 1er juin 2021 <https://ccfd-terresolidaire.org/transparence-fiscale-des-multinationales-accord-sur-une-mesure-europeenne-inefficace/>

"Anniversaire des Panama Papers", tribune des ONG du 04 avril 2022 : <https://ccfd-terresolidaire.org/tribune-anniversaire-des-panama-papers/>

Campagne "Aidons l'argent" CCFD-Terre Solidaire : <https://ccfd-terresolidaire.org/aidons-largent-a-quitter-les-paradis-fiscaux/>

Article "Les Paradis fiscaux sont une entrave aux droits humains" : <https://ccfd-terresolidaire.org/paradise-papers-les-paradis-fiscaux-comme-lile-maurice-sont-une-entrave-aux-droits-humains-temoignage/>

Articles "Taxation des grandes fortunes en Amérique latine" :

<https://ccfd-terresolidaire.org/deux-minutes-pour-comprendre-les-enjeux-de-la-taxation-des-grandes-fortunes-en-amerique-latine-infographie/>

<https://ccfd-terresolidaire.org/en-amerique-latine-une-campagne-fait-avancer-le-projet-de-taxation-des-grandes-fortunes/>

Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires : <https://www.stopparadisfiscaux.fr/>

Global Alliance for Tax Justice (GATJ) : <https://globaltaxjustice.org/>

CFA en Inde : <https://ccfd-terresolidaire.org/partenaire/centre-for-financial-accountability-cfa/>

PROJECTIONS EN FRANCE DE LA (TRES) GRANDE EVASION

2022



À L’AFFICHE DE CES CINÉMAS

ALBI / CGR Lapérouse
BAYONNE / L'Atalante
BORDEAUX / Utopia Saint-Siméon
CANET-EN-ROUSSILLON / Clap Ciné
CARCASSONNE / CGR Le Colisée
CESTAS / Le Rex
CHAMBÉRY / Le Forum
CHERBOURG / CGR Odéon
CLERMONT-FERRAND / Le Rio
DIJON / L'Eldorado
GRENOBLE / Le Club
HÉROUVILLE / Le Café des images
LA ROCHELLE / CGR Le Dragon
LYON / Lumière Terreaux
MARSEILLE / César
METZ / Le Klub
MONTPELLIER / Diagonal Capitole
NANCY / Caméo Saint-Sébastien
NANTES / Le Concorde
NICE / Jean-Paul Belmondo
NÎMES / Le Sémaphore

ORLÉANS / Les Carnes
PARIS / Le Saint-André des Arts
PARIS / Mk2 Bibliothèque
PARIS / Majestic Bastille
PAU / Le Méliès
PERPIGNAN / Le Castillet
PONT-À-MOUSSON / Le Concorde
PORT-LEUCATE / Clap Ciné
REDON / Manivel
REIMS / Opéraims
RENNES / L'Arvor Cinéma et Culture
RIS-ORANGIS / Les Cinoches
ROUEN / Omnia République
SAINT-DENIS / L'Écran
SAINT-ETIENNE / Melilès
SAINTE-FOY-LA-GRANDE / La Brèche
STRASBOURG / Star
STRASBOURG / Star Saint-Exupéry
TOULOUSE / American Cosmograph
VERSAILLES / L'UGC Roxane

UN FILM DE YANNICK KERGOAT

ÉCRIT PAR YANNICK KERGOAT ET DENIS ROBERT



et autres

Plus d'informations sur La Place : <https://laplace.ccf-d-terresolidaire.org/>